

## Rwanda : la famille Rwigara officiellement arrêtée et relâchée

La Libre Belgique, le 5 septembre 2017. Après que des parents ont déclaré à la presse que la candidate refusait de se rendre en Belgique pour participer à la présidentielle du 4 août, Diane Rwigara, eut lancé l'alerte la semaine dernière à propos de son arrestation. Elle a été rendue officielle mardi, avant que la famille soit une nouvelle fois relâchée. Selon la traduction d'un article du journal pro-gouvernemental Igihe obtenue par La Libre Afrique, une dizaine de policiers ont arrêté la famille à son domicile de Kigali lundi 4 septembre vers 17h. Il s'agit de Diane Rwigara, de sa mère Adeline et de sa sœur Anne et de deux frères de la candidate refusant la présidentielle.

Pas répondu à la convocation. La police est entrée dans la maison après avoir escaladé le portail, que personne ne venait ouvrir. Les policiers ont présenté des mandats d'arrêt. La famille Rwigara a protesté, se plaignant d'être dans la maison depuis une semaine depuis la perquisition reconnue par la police la semaine dernière et privée de ses téléphones et ordinateurs. La famille se plaint aussi de ce que de l'argent et des bijoux aient été emmenés par les policiers venus perquisitionner et que des portes de la maison ont été démolies. La famille a ensuite une nouvelle fois été emmenée aux bureaux du CID (Criminal Investigation Department), dont le porte-parole a assuré que les Rwigara avaient été amenés de force pour n'avoir pas voulu répondre de leur plein gré à trois convocations. La famille, qui affirme avoir été enfermée chez elle par la Garde présidentielle. Des parents aux Etats-Unis et au Canada des Rwigara ont affirmé la semaine dernière qu'ils avaient disparu après avoir été emmenés par le CID. Faux et impudents. Selon la police, la perquisition a eu lieu dans le cadre de deux affaires: une évasion fiscale de 5 millions d'euros impliqués non payés par des entreprises du défunt millionnaire Assinapol Rwigara, père de Diane, et de fausses signatures de soutien que celle-ci aurait présentées à la commission électorale pour avoir le droit de se présenter à la présidentielle qui avaient été refusées. Le porte-parole de la police a ajouté que les Rwigara avaient été escortés jusqu'à leur domicile. L'issue de ce nouvel interrogatoire. Par Marie-France Cros

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});